

AGCS

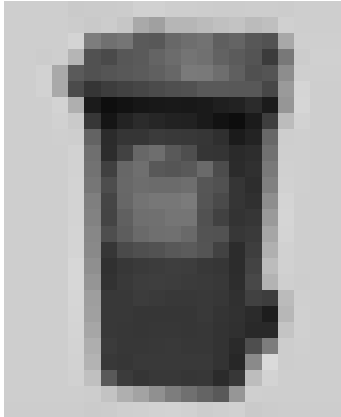
# Les pièges d'un accord

**Raoul Marc Jennar était la semaine passée l'invité du Cercle des ONG de Développement pour faire état des problèmes liés à l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS). Dans les mois et semaines à venir un processus décisionnel aura lieu au niveau de l'Union Européenne, qui sera lourd de conséquences tant économiques que sociales, environnementales et politiques.**

*Raoul Marc Jennar est chercheur auprès d'Oxfam-Solidarité (Bruxelles) et de l'URFIG (Bruxelles-Paris-Genève) [www.urfig.org](http://www.urfig.org), [www.oxfam.be](http://www.oxfam.be)*

L'AGCS est un des 60 textes qui constituent les "Accords de Marrakech", signés en 1994 au terme de l'Uruguay Round, le dernier des cycles de négociations commerciales organisés dans le cadre de l'Accord Général sur les Tarifs et le Commerce (GATT). Avec les Accords de Marrakech, on est entré dans une transformation globale des rapports en tous genres qui régissent la vie des humains. La doctrine qui s'impose au travers de ces accords est celle du libre-échange absolu. Les rapports humains sont assimilés à des rapports marchands. Il sont donc soumis aux règles du commerce qui exigent l'absence de toute forme de discrimination, c'est-à-dire l'absence de toute prise en considération des particularités individuelles ou collectives. Pour ce faire, tous les acteurs doivent obéir à la règle du traitement de la nation la plus favorisée: chaque pays doit accorder, sans condition, aux acteurs étrangers un traitement identique à celui qu'il accorde aux acteurs nationaux (art 2). A terme, plus aucun Etat n'aura le droit de mettre en oeuvre des politiques industrielles, économiques ou commerciales spécifiques, qui tiennent compte des particularités, des besoins et des priorités nationales. C'est vrai dans les pays riches, ce l'est encore plus dans les pays en développement. Tous les Etats devront renoncer à leurs législations propres et soumettre leurs ressortissants aux règles du commerce mondial qui privilégient ipso facto les plus puissants. Cette doctrine inspire tous les accords gérés

par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui a succédé au GATT.



L'OMC est aujourd'hui l'organisation internationale la plus puissante du monde parce qu'elle concentre le pouvoir de faire les règles, de les appliquer et de sanctionner les pays qui ne les respectent pas, parce que les règles qu'elle gère dépassent très largement les questions strictement commerciales et parce que l'OMC fonctionne dans des conditions d'opacité et d'oligarchie qui soumettent les pays qui en sont membres à la volonté des plus puissants (Europe, Etat-Unis, Japon, Canada). Avec l'OMC, le droit de la concurrence l'emporte sur tous les autres droits et en particulier les droits économiques et sociaux reconnus aux citoyens par les dispositions constitutionnelles ou légales adoptées dans le cadre national ou les principes arrêtés dans le cadre de pactes internationaux. L'AGCS est l'instrument juridique international par lequel, au sein de l'OMC, les pays industrialisés entendent appliquer radicalement la doctrine du libre-échange au secteur tertiaire, le secteur de la vie économique et sociale qui regroupe l'ensemble des services (services gérés par le secteur privé, services gérés par la puissance publique ou services dont la prestation est confiée par le secteur public à des acteurs privés subventionnés à cet effet). Tous les Etats membres de l'OMC sont tenus d'appliquer les dispositions contenues dans l'AGCS.

re, le secteur de la vie économique et sociale qui regroupe l'ensemble des services (services gérés par le secteur privé, services gérés par la puissance publique ou services dont la prestation est confiée par le secteur public à des acteurs privés subventionnés à cet effet). Tous les Etats membres de l'OMC sont tenus d'appliquer les dispositions contenues dans l'AGCS.

## Un marché lucratif

L'AGCS définit les services comme suit: "les services comprennent tous les services de tous les secteurs, à l'exception des services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental" (art.1). C'est la définition que donnent les gouvernements européens et la Commission européenne lorsqu'ils veulent faire croire que les services publics ne sont pas concernés par l'AGCS. En se bornant à cette partie de la définition, ils trompent la population, car le texte de l'AGCS précise qu'il faut entendre par un "service fourni dans l'exercice du pouvoir gouvernemental", un "service qui n'est fourni ni sur une base commerciale, ni en concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs de services" (art 1). Il est clair que les services dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'environnement sont aujourd'hui, dans presque tous les pays, en concurrence entre un secteur public et un secteur privé. Dès lors, l'AGCS s'applique bien à la quasi totalité des services. Il est important de garder en mémoire que les principaux secteurs de services, en termes de marchés, représentent: 3.500

milliards de dollars pour la santé; 2.000 milliards de dollars pour l'éducation; 1.000 milliards de dollars pour l'eau. Pour être bien certain de couvrir tous les types de services, l'AGCS distingue quatre modes de fourniture de services (art. 1): Le mode 1: les services transfrontaliers: les services fournis sur le territoire d'un Etat et qui sont fournis également sur le territoire d'un autre Etat (par exemple la fourniture en Belgique d'électricité produite en France, ou l'inverse). Le mode 2: la consommation transfrontalière de services: le service est fourni sur le territoire d'un Etat à un consommateur provenant d'un autre Etat (par exemple, un Luxembourgeois se rend en France et fait appel aux services d'un hôtel français ou d'un banque française). Le mode 3: l'établissement d'une présence commerciale: un fournisseur de services d'un Etat installe dans un autre Etat une branche, une succursale ou une représentation (par exemple, Elf-Total-Fina décide d'installer une raffinerie en Birmanie en vertu de la loi birmane). Le mode 4: le mouvement des personnes physiques: lorsqu'un être humain d'un Etat se rend dans un autre Etat pour prester ou fournir un service dans le cadre d'un emploi à durée limitée (par exemple, un informaticien indien engagé par une

firme en Allemagne pour un contrat de cinq ans). **Les pouvoirs publics soumis à l'OMC** Outre les obligations communes à tous les accords de l'OMC relatives au traitement de la nation la plus favorisée, des obligations générales et des obligations spécifiques sont ajoutées dans l'AGCS: **a) obligations générales:** - la transparence: chaque Etat membre de l'OMC doit communiquer à tous les autres l'ensemble de ses lois et réglementations (au niveau national comme au niveau des pouvoirs subordonnés) concernant les services et les adaptations qui leur sont apportées pour se conformer aux décisions de l'OMC (art. 3); - la réglementation intérieure: les lois et les règlements adoptés dans un Etat en matière de qualification (exemple: les critères définissant l'eau potable ou les normes de sécurité en matière de transport) ne pourront en aucune façon être "plus rigoureuses qu'il est nécessaire", l'OMC se réservant de déterminer des "disciplines" pour empêcher que ces réglementations ne constituent "des obstacles non nécessaires au commerce des services" (art. 6). Ces disciplines pourront interdire des dispositions réglementaires ou fiscales qu'un gouvernement prendrait afin d'obliger un fournisseur privé d'un service donné de garantir l'accès de tous à ce service (par exemple: distribution d'eau ou d'électricité). Dès à présent, l'OMC a identifié des réglementations jugées "plus rigoureuses que nécessaires" qui seraient imposées à un fournisseur privé: des limitations à la redevance pour l'eau, le gaz ou l'électricité pour des personnes nécessiteuses; des exigences qualitatives; des autorisations et des exigences d'institutions

PASCAL LAMY

# Double langage

**Depuis quelque temps, le Commissaire européen Pascal Lamy, unique négociateur à l'OMC au nom des Quinze, se répand en formules faisant croire qu'il résiste à la poussée néo-libérale. Il abreuve les médias d'expressions du genre "maîtriser la mondialisation", "pour une mondialisation encadrée".**

(rj/ergué) - Mais le langage de Pascal Lamy est bien différent lorsqu'il est l'invité des vrais décideurs ou lorsqu'il se trouve à la table des négociations. Dans ces cas-là, cet ancien banquier est en première ligne pour faire triompher le libéralisme intégral, c'est-à-dire pour que soient prises des décisions en vue d'évoluer toujours plus vers un monde où tout est à vendre ou à acheter: les minéraux, les végétaux, les animaux, les êtres humains, ce qu'ils produisent et les procédés qu'ils utilisent. Ecoutons-le s'adressant, à peine investi dans ses nouvelles fonctions comme successeur de Leon Brittan, à l'assemblée du TAB (Transatlantic Business Dialogue), à Berlin, le 29 octobre 1999: "la nouvelle Commission soutiendra [les Recommandations du TABD] de la même manière que la précédente. Nous ferons ce que nous avons à faire d'autant plus facilement que, de votre côté, vous nous indiquerez vos priorités."

Ecoutons-le, encore, en ayant à l'esprit son refus actuel de communiquer aux élus et aux

citoyens les documents relatifs à l'AGCS, lorsqu'il s'exprime six mois plus tard devant le même lobby, le 23 mai 2000 à Bruxelles: "Les relations de confiance et les échanges d'informations entre le monde des affaires et la Commission ne seront jamais nombreux. (...) Nous consen-



Pascal Lamy: un socialiste qui négocie au nom de tous les Européen-ne-s la marchandisation des services publics.

tons de grands efforts pour mettre en oeuvre vos recommandations dans le cadre du partenariat économique transatlantique et, en particulier, il y a eu des progrès substantiels dans les nombreux domaines sur lesquels vous avez attiré notre attention. (...)

En conclusion, nous allons faire notre travail sur la base de vos recommandations." Ecoutons-le, enfin, devant ceux auxquels il peut s'exprimer en toute franchise quand il s'adresse au US Council for International Business, à New York, le 8 juin 2000: "Nous avons besoin du soutien du monde des affaires au système de l'OMC pour davantage de libéralisation." Comment faire confiance à un homme qui ose répéter, aujourd'hui, que l'éducation, la santé, la culture ne sont pas menacés par l'AGCS? A Strasbourg, le 6 octobre 1999, il déclarait: "L'OMC doit élargir ses attributions pour englober des questions de société telles que l'environnement, la culture, la santé et la nourriture qui, à l'instar de la concurrence et de l'investissement ne peuvent plus être tenues à l'écart du commerce." Et quand il se trouve à la table des négociations, celui qui en principe est porteur du message proclamé d'humanisme, de solidarité et de générosité de l'Europe, se comporte comme le plus implacable, le plus agressif et le plus arrogant des négociateurs. Quand on entend les témoignages de délégations de pays du Sud à ces négociations, on n'a plus le moindre doute sur la réalité de son double langage et sur son adhésion au libéralisme le plus dogmatique. Celui qui ose parler de "partenariat"

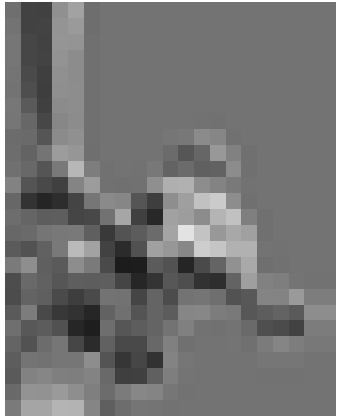
avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique n'est-il pas le même qui impose à ces pays le respect des plans d'ajustement structurels du FMI qui détruisent les systèmes éducatifs et de santé, celui qui impose le respect par ces pays d'accords de l'OMC dont ils observent la nocivité pour leur développement? Celui qui déclarait en 2002 au journal français Libération "la santé doit passer avant le profit" n'est-il pas celui qui a avancé les propositions les plus en retrait par rapport aux engagements de Doha sur la question de l'accès aux médicaments essentiels au point de défendre des solutions plus mauvaises que le statu quo pour les pays concernés? Celui qui prétendait vouloir respecter le principe du service public comme élément constitutif du "modèle européen", n'est-il pas celui qui a demandé et obtenu que commencent à l'OMC des négociations sur la privatisation des biens et services environnementaux (toute la chaîne de l'eau de la source au traitement des eaux usées, toute la chaîne énergétique pétrole, gaz, nucléaire et énergies alternatives compris, toute la chaîne des déchets, les parcs naturels, les politiques touristiques, certains aspects de l'aménagement du territoire,...)? N'est-ce pas l'Union européenne qui a demandé et obtenu un coup d'accélérateur

locales, provinciales ou régionales ayant compétence dans tel ou tel secteur de services; des exigences de qualification professionnelle ou d'expérience professionnelle.

b) obligations spécifiques:

Lorsqu'un pays aura pris des engagements spécifiques quant à l'accès à son marché national de fournisseurs de services, alors il devra se soumettre à deux autres règles:

- la règle d'un accès égal au marché (art. 16): ce pays ne pourra plus limiter, sous quelle que forme que ce soit, (1) le nombre de fournisseurs de services, (2) la valeur totale des transactions ou avoirs en rapport avec les services, (3) le nombre total des opérations ou la quantité totale des services produits, (4) le nombre total des personnes employées, (5) les types spécifiques d'entité juridique, (6) la participation de capitaux étrangers.



- la règle du traitement national (art 17): chaque pays doit accorder à tous les autres le même traitement qu'à ses propres ressortissants (personnes privées, personnes morales, entreprises privées, services publics, ). Ce qu'un pays autorise aux entreprises d'un autre pays, il doit l'autoriser à toutes les entreprises de tous les pays membres de l'OMC.

Ces obligations spécifiques ont des conséquences importantes:

dans la négociation sur la mise en oeuvre de l'AGCS en proposant les dates du 30 juin 2002 pour le dépôt des demandes de libéralisation des services et celle du 31 mars 2003 pour les offres? Et, dans la foulée, n'est-ce pas l'Union européenne qui demande à 109 pays du monde de privatiser leurs services environnementaux et de nombreux autres services publics?

N'est-ce pas l'Union européenne qui est la plus agressive pour demander que commencent des négociations sur l'investissement, les marchés publics, la concurrence et la facilitation des échanges? Il s'agit non seulement de ressusciter l'Accord Multilatéral sur l'Investissement rejeté en 1998, mais d'aller encore beaucoup plus loin dans le démantèlement des politiques privilégiant le développement local ou régional et de renforcer la soumission des peuples aux volontés des firmes transnationales.

Il est manifeste que si, comme certains le prétendent, les gouvernements d'Europe veulent encadrer la globalisation, ils doivent d'abord encadrer Pascal Lamy et revoir le mandat extrêmement large qui lui a été confié en 1999 pour la conférence de l'OMC à Seattle et qui n'a plus été modifié depuis lors.

Quand un pays prend un engagement d'accorder, sans restrictions, un accès au marché aux fournisseurs de services, cela signifie qu'il doit renoncer au monopole de service public dans les secteurs concernés;

Quand un pays prend un engagement d'accorder sans restriction le traitement national à un secteur de services (par ex. la santé), cela signifie que dans ce secteur, toute forme de distinction entre secteur marchand et secteur non-marchand doit disparaître, car il est interdit d'accorder à des services de ce secteur des prêts, des garanties sur prêts, des dons ou quoi que ce soit qui pourrait altérer la libre concurrence.

La fin du libre choix démocratique

Pendant les périodes de négociation, les gouvernements peuvent déposer une liste d'engagements spécifiques. Ce fut le cas pendant la négociation de l'AGCS lui-même (avant sa signature), c'est de nouveau le cas dans le cadre du présent cycle de négociations. Le gouvernement qui décide de déposer une telle liste précise pour chaque secteur de service les modalités, limitations et conditions concernant l'accès au marché et les conditions et restrictions concernant le traitement national. Il s'agit en fait d'inscrire sur une liste le degré accepté de libéralisation d'un service.

Les conséquences de ces engagements mettent fin au libre choix démocratique. En effet, les règles relatives à l'accès au marché et au traitement national vont enlever aux institutions démocratiques tout pouvoir d'adopter des politiques conformes aux besoins particuliers de la localité, de la région ou de l'Etat.

En outre, une fois un engagement pris, il est irréversible. En effet, l'article 21 de l'AGCS précise que tout Etat qui voudrait modifier ses engagements dans un sens qui ne va pas vers plus de libéralisation aurait à négocier avec les 143 autres Etats membres de l'OMC des compensations financières qu'ils seraient en droit d'exiger. En cas de désaccord, c'est l'organe de règlement des différends de l'OMC qui trancherait. Ce qui signifie très clairement que les citoyens, au travers des élections, n'ont plus la possibilité de renverser les choix d'un gouvernement dont les conséquences se seraient avérées dommageables pour la collectivité.

Un processus opaque et non démocratique

L'objectif de l'AGCS est la libéralisation progressive de tous les secteurs de tous les services au cours de "négociations successives qui auront lieu périodiquement en vue d'élever progressivement le niveau de libéralisation"(art. 19). Et pour garantir que chaque série de négociations provoque de nouvelles avancées dans la libéralisation, l'AGCS stipule que "le processus de libéralisation progressive sera poursuivi à chacune de ces séries de négociations" (art 19).

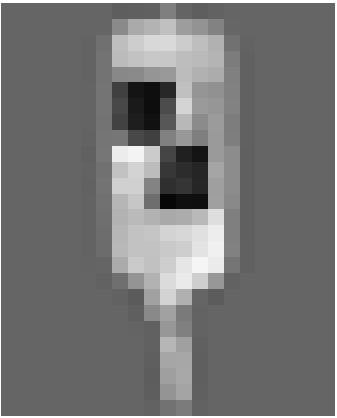
L'AGCS prévoit que la première série de négociations commencera cinq ans après l'entrée en vigueur de l'accord. Elles ont effectivement commencé en février 2000, au siège de l'OMC à Genève. Lors de la

Appel pour un renforcement des services publics

Une bonne trentaine de syndicats, d'organisations non gouvernementales et environnementales ont lancé en décembre l'appel ci-dessous et mobilisent pour une manifestation européenne le 9 février à Bruxelles.

La logique de course à la compétitivité impliquée depuis deux décennies par la mondialisation néolibérale débouche, outre ses atteintes aux acquis sociaux et à l'environnement, sur la concurrence fiscale (dumping) et sur la prolifération des paradis fiscaux et autres centres off shore. Cette politique affaiblit les capacités de financement public et aboutit au démantèlement des services publics et de la sécurité sociale, pourtant puissants facteurs de croissance endogène et de justice sociale. Dans le Sud, suite à la crise de la dette du Tiers Monde, les programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale ont impliqué la réduction drastique des dépenses publiques et la destruction de services publics aussi essentiels que l'éducation et la santé. Aujourd'hui, nos gouvernements s'apprennent, sous l'égide de l'Accord général sur le commerce des services de l'OMC (AGCS), à négocier la libéralisation des services, porte ouverte à la privatisation des services publics. Chaque Etat membre a dû avant le 30 juin 2002 communiquer à l'OMC et aux pays concernés ses demandes concernant les secteurs de services qu'il souhaite voir libéraliser sur le territoire des autres membres. Ensuite, chaque pays membre aura jusqu'au 31 mars 2003 pour faire connaître à l'OMC et aux autres Etats membres les services qu'il offre à libéraliser. Tous les services sont concernés, y compris l'éducation et la santé, puisque l'accord inclut tous les services fournis par l'Etat où existe une concurrence avec au moins un autre fournisseur de service - or, tous les pays possèdent des hôpitaux ou des écoles privées concurrençant les écoles et hôpitaux publics. L'accélération de la libéralisation et des privatisations de ces services est une menace pour les citoyens, surtout que le morcellement des sociétés publiques permet de privatiser les segments rentables et de laisser à la charge de la collectivité les segments non rentables. Les arguments selon lesquels la libéralisation entraîne une baisse des prix et la privatisation une meilleure gestion sont infondés - pensons à la hausse des prix de l'électricité en Californie, au fiasco des chemins de fer britanniques et néerlandais, à la faillite d'Enron. Nous refusons que l'accès aux services publics soit limité à des "clients" suffisamment solvables. Les concepts d'efficacité et de rentabilité sociale ne peuvent être définis selon des critères strictement économiques et productivistes. De nouveaux indicateurs doivent être mis en place, afin de redéfinir l'universalité d'accès et la finalité de réduction des inégalités comme principes de base de la mission de service public. Les services publics doivent être non seulement maintenus, mais aussi développés, afin de garantir la satisfaction universelle des droits humains, économiques, sociaux, environnementaux et culturels. Cela passe par un financement adéquat et donc par une harmonisation fiscale européenne en rupture avec la logique actuelle de dumping fiscal, par la lutte contre la prolifération des paradis fiscaux et de l'évasion fiscale, par l'instauration de nouvelles taxes (taxe de type Tobin, taxe sur le CO<sub>2</sub>, taxe minimum sur

conférence ministérielle de l'OMC, à Doha, en novembre 2001, un coup d'accélérateur a été donné: Chaque Etat membre a dû remettre, le 30 juin 2002, les demandes qu'il formule à l'égard des autres Etats en matière de libéralisation des services dans ces Etats.



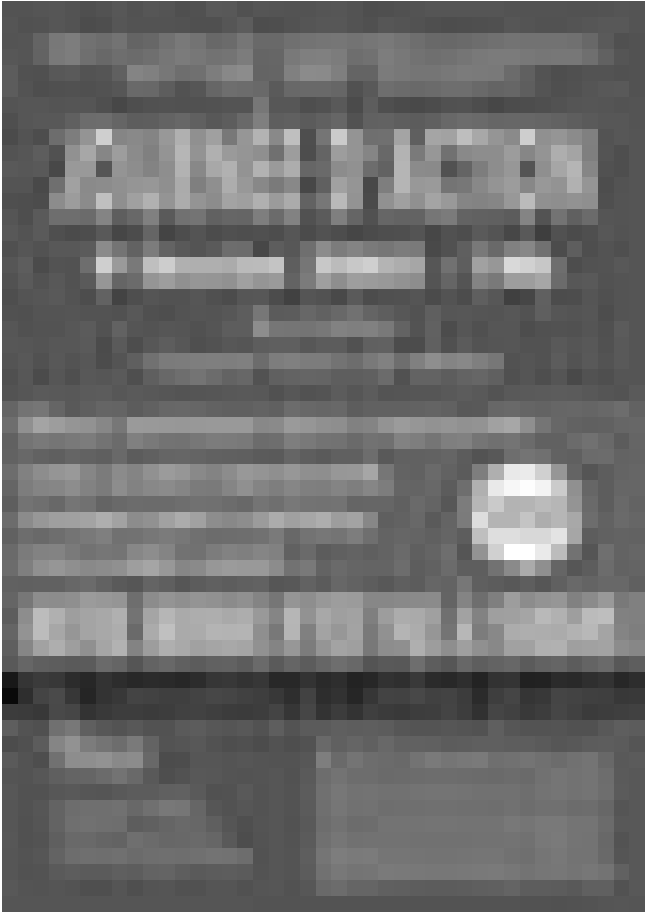
Ensuite, chaque Etat membre devra faire connaître, le 30 mars 2003, les services qu'il est disposé à libéraliser sur son territoire. Finalement, des négociations en vue de libéraliser les biens et les services environnementaux (eau, énergie, déchets,...) devront être ter-

minées pour le 1 janvier 2005. Des négociations commenceront alors à Genève en vue de concilier les offres et les demandes de services avec pour objectif une formidable avancée du processus de libéralisation. Il est important de souligner que ces procédures se déroulent dans le plus grand secret.

Secret à Genève, secret à la Commission européenne, secret au sein de chaque gouvernement. Mais pas pour tout le monde: le secteur privé des services est étroitement associé à la préparation et au suivi des négociations.

Quant aux représentants démocratiquement élus des citoyens, dans chaque parlement national comme au parlement européen, ils sont totalement tenus à l'écart des décisions prises et de celles qui se préparent, comme ils sont maintenus à l'écart des choix fondamentaux de société qu'impliquent ces négociations. Aucun débat démocratique préalable à ces choix fondamentaux n'est organisé. Ceux qui incarnent la souveraineté des peuples sont réduits à accepter ou refuser le

les sociétés, impôt boursier, etc.) et par le financement du développement durable dans le Sud. En Europe, le renforcement et l'élargissement des services publics pourraient, dans certains cas,



passer par le concept d'entreprise publique communautaire. Nous sommes profondément préoccupés du fait que les négociations européennes, menées par la Commission au nom des Etats membres, sont secrètes et donc dénuées de tout contrôle et débat démocratique. Nous exigeons du gouvernement belge et de l'Union européenne qu'ils rendent publics les demandes/offres de libéralisation, afin de permettre des débats à la mesure des enjeux en présence. Face à la logique de "marchandisation" de toutes les activités humaines développées par l'AGCS, il est indispensable de définir clairement ce qui doit sortir de la logique du marché. L'objectif des services publics est de garantir la satisfaction des besoins humains fondamentaux dans un cadre de développement durable, pas de réaliser un profit maximal. Il est donc indispensable de soustraire aux négociations de l'AGCS les secteurs vitaux tels que la santé, l'éducation, l'eau, la culture, l'environnement, les services sociaux, le logement social, l'audiovisuel, le transport et l'énergie. Ils doivent, indépendamment des lois du marché mondial, être érigés en "biens publics mondiaux" accessibles à tous les citoyens du monde. Mots d'ordre de la manifestation du 9 février: **1. Le droit aux services publics et aux biens communs** Le droit aux services publics et aux biens communs sans distinction au Nord et au Sud **2. Un moratoire et une évaluation** Un moratoire concernant l'AGCS et une évaluation sociale, environnementale et de genre de l'impact des libéralisations actuelles et proposées **3. Contrôle démocratique** Transparence, contrôle démocratique et accès aux documents de négociations AGCS **4. Services publics hors de l'AGCS** Une définition démocratique des services publics et des biens communs dans l'AGCS et l'exclusion des services publics de l'AGCS **5. Sauvegarder la régulation intérieure** Les mesures intérieures régulant les services ne peuvent être sapées ou être remises en question par l'OMC et elles ne peuvent pas être soumises au principe du "least trade restrictive" **6. Plus de pression sur les pays en voie de développement et sur l'environnement** (La liste des organisations signataires évolue d'un jour à l'autre et est tenue régulièrement à jour sur le site [www.oxfam.be](http://www.oxfam.be))

résultat des négociations une fois que celles-ci sont terminées.

Certains dirigeants de partis politiques ont commencé, depuis quelques mois, à parler de la nécessité de "maîtriser" ou "d'humaniser" la mondialisation néo-libérale. Mais à ce jour, aucun parti politique ayant des responsabilités gouvernementales dans les pays de l'Union européenne n'a remis en question les procédures "démocratocides" qui caractérisent la mise en oeuvre de l'AGCS.

Et Pascal Lamy vient d'en rajouter: ce mardi, 28 janvier, il a annoncé que la liste des services que la Commission va proposer de libéraliser dans les 15 pays membres ne sera pas publiée avant sa remise à l'OMC le 31 mars. Les parlements nationaux n'auront le droit de débattre de la libéralisation des services dans leur propre pays qu'une fois que la décision sera prise. Les gouvernements seront tenus au secret et ne recevront pas l'autorisation de partager cette liste avec les membres élus des parlements nationaux et européen.

L'histoire atteste – et les privatisations des deux dernières décennies confirment – que la recherche de l'intérêt particulier est peu compatible avec la satisfaction de l'intérêt général.

La reconnaissance de droits fondamentaux est un des grands acquis du XXe siècle. Ces droits, consacrés dans des pactes internationaux, imposent à l'autorité publique, à quelque niveau qu'elle s'exerce, le devoir de réunir les moyens de les mettre en oeuvre. Les services publics constituent un de ces moyens.

Il apparaît donc, comme une priorité d'extrême urgence, face aux menaces programmées par l'AGCS, qu'il faut: exiger un moratoire sur les négociations en cours; dénoncer l'opacité de ces négociations et l'absence de tout contrôle démocratique; adopter et faire reconnaître en Europe d'abord et à l'OMC ensuite une définition claire de la notion de service public; décréter que l'AGCS ne s'applique pas aux services publics.

Raoul Marc Jennar